

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205

06606 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
75	55	20

N° de la séance : 07

Objet de la délibération: Direction
Aménagement Environnement - Schéma
Régional d'Aménagement de
Développement Durable et d'Egalité des
Territoires (SRADDET) - Avis sur le projet
arrêté

- ☒ Original
☐ Expédition certifiée conforme à
l'original
Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : CC.2019.007

Date de la convocation :

Le 05/02/2019

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **21 FEV. 2019**

de la réception s/Préfecture
en date du **21 FEV. 2019**

Pour le Président,
La Responsable de Service



Corinne PAVAN-SANTAINÉ

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 11 février 2019

L'an deux mil dix-neuf et le 11 février à 17h, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Maison des Associations – 288, Chemin de Saint Claude à Antibes en session ordinaire du mois de février, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Lionnel LUCA, Christophe ETORE, Guilaine DEBRAS, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Joseph LE CHAPELAIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Jean-Pierre MASCARELLI, Marguerite BLAZY, Roger CRESP, Dominique TRABAUD, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Jean-Paul ARNAUD, Richard THIERY, Claude BERENGER, René TRASTOUR, Joseph VALETTE, Thérèse ROUAZE, Robert CREPIN, Christine SYLVESTRE, Michèle MURATORE, Marie-Claude MOITRY, Patrick DULBECCO, Jacques GENTE, Angèle MURATORI, Guy GIRAUD, Colette ZALMA, Marie BENASSAYAG, Anne-Marie BOUSQUET, Bernard MONIER, Claudine MAURY, Cléa PUGNAIRE, Thérèse DARTOIS, Yves DAHAN, Marina LONVIS, Anne-Marie DUMONT, Afrim KACA, Marc DAUNIS, Simone TORRES-FORET DODELIN, Jean-Pierre DERMIT, Michel VIANO, Serge AMAR, Martine BONNEAU, Martine SAVALLI, Nathalie DEPETRIS, Elisabeth PILLARD, Khéra BADAoui

PROCURATIONS :

Henri GANNARD à Michelle SALUCKI, Patrick CHAGNEAU à Guilaine DEBRAS, Audouin RAMBAUD à Jacques GENTE, Eric DUPLAY à Serge AMAR, Michel BERTRAND à Michel VIANO, Abderrazak SALOUH à Elisabeth PILLARD, Laurent COLLIN à Lionnel LUCA

ABSENTS :

André-Luc SEITHER, Elisabeth JANIN, Nadine GASTAUD, Albert CALAMUSO, Béatrice VIGNOLO, Françoise THOMEL, Valérie TIERAN-GNONI, Barbara LANCE, Patrice COLOMB-PONTOIRE, Déborah MINEI, Anne CHEVALIER, Matthieu GILLI, Lionel TIVOLI

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Madame Khéra BADAoui, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Monsieur LEONETTI,

En application de la loi du 07 août 2015 dite « NOTRe » et conformément à l'article L4251-6 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Région a arrêté son projet de Schéma Régional d'Aménagement de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET), en assemblée plénière le 18 octobre 2018, après deux années de réflexion en co-construction avec les territoires et la population. La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis est sollicitée en qualité de Personne Publique Associée afin d'émettre un avis sur le projet de schéma régional arrêté, dont l'ensemble du dossier a été reçu le 14 novembre 2018.

Le SRADDET a pour objet l'organisation de la stratégie régionale d'aménagement du territoire à l'horizon 2030 et 2050 en définissant des objectifs et des règles se rapportant à la fois aux onze domaines obligatoires imposés par le Code de l'Urbanisme, mais également aux problématiques spécifiques dont souhaite se saisir la Région. Désormais prescriptif et intégrateur, puisqu'il absorbe des schémas sectoriels et des plans régionaux, ce « schéma des schémas » doit nécessairement bâtir pour l'avenir de la Région un nouveau modèle d'aménagement du territoire plus vertueux et renforcer l'attractivité régionale dans une optique de développement durable.

La stratégie régionale ainsi adoptée est traduite via les trois lignes directrices suivantes :

- Renforcer et pérenniser l'attractivité du territoire régional. Cette intention passe notamment par la valorisation des grands pôles économiques, touristiques, universitaires et culturels du territoire participant au rayonnement de la Région, la réalisation de la future Ligne LNPCA qui constitue un enjeu majeur, l'amélioration de la résilience du territoire face aux risques et au changement climatique, la multiplication des opérations exemplaires, la réduction de la consommation énergétique et le développement des énergies renouvelables, et une meilleure prise en compte la biodiversité ;
- Maîtriser la consommation de l'espace, renforcer les centralités et leur mise en réseau. Cette volonté doit inciter par exemple les territoires à accueillir les nouvelles populations dans les zones proches des emplois, des services, des moyens de transports, ce qui permet de limiter l'étalement urbain et reconquérir les centres-villes, tout en y développant les nouvelles pratiques de mobilités et en réintroduisant la nature en ville ;
- Conjuguer égalité et diversité pour des territoires solidaires et accueillants.

Parmi les objectifs ambitieux à retenir, la Région projette d'atteindre sur l'ensemble du territoire régional :

- un taux de croissance démographique ambitieux de 0,4% à l'horizon 2050. Dans l'espace azuréen le projet de SRADDET prévoit l'arrivée de 85 000 habitants supplémentaires à l'horizon 2030 et 200 000 à l'horizon 2050 ;
- une hausse du taux d'emploi par rapport au taux actuel d'ici 2030, grâce à la mise en œuvre de son schéma de développement économique (SRDEII) adopté en assemblée plénière le 17 mars 2017.

La stratégie régionale de ce futur document de planification territoriale est matérialisée au moyen de soixante-huit objectifs qui s'imposent aux documents de planification/programmation et d'urbanisme des acteurs publics (notamment le SCOT pour la CASA) dans un rapport de prise en compte et de cinquante-deux règles qui, elles, s'imposent dans un rapport de compatibilité et sont donc prescriptives.

Parmi ces cinquante-deux règles qui figurent dans le document intitulé « fascicule des règles générales », des règles sont liées à l'intégration au sein du schéma de plusieurs schémas régionaux et de plans (règles des onze domaines obligatoires) et plus de la moitié sont des règles fixées spécifiquement par la Région qui portent sur des problématiques au cœur de la stratégie régionale et des enjeux majeurs identifiés.

Au-delà des saisines obligatoires, la Région a également saisi de manière facultative les personnes publiques associées concernant le fascicule des règles générales, document qui a fait l'objet de modifications par rapport à la dernière version connue au printemps. Certaines règles ont en effet été complétées, d'autres ont été assemblées. Quelques règles ont également été supprimées comme la modulation du taux de croissance par espace ou l'intégration dans les SCOT d'une dimension paysagère. Finalement, l'ensemble des règles laisse une marge de manœuvre aux documents inférieurs des territoires pour leur mise en œuvre.

Néanmoins, certaines observations précédemment formulées par la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis n'ont pas été intégrées au projet de schéma et notamment les points suivants :

- L'aire urbaine de l'Ouest des Alpes-Maritimes, représentée par le Pôle métropolitain Cap Azur créé en 2018 et qui accueille la technopole de Sophia Antipolis est resté qualifié de « *centre urbain régional ayant un rôle d'appui aux centralités métropolitaines* » alors qu'il s'agit d'un bassin de vie jouant un rôle majeur pour le développement régional et qui mérite ainsi d'être définie comme « *centralité métropolitaine* » ;
- Concernant les zones d'activités, dont cinq règles cibles ont été définies dans le projet de SRADDET, il convient de rappeler que sur le territoire de la CASA les zones d'activités existantes sont saturées et qu'au-delà de l'extension de la ZAE de la Sarrée au Bar-sur-Loup, des créations/restructurations de zones d'activités sont envisagées, tel que le prévoit le SCOT en vigueur, et ne visent pas l'arrivée d'activités industrielles ou liées à la logistique notamment pour les ZAE constituant la technopole Sophia Antipolis ;
- La technopole de Sophia Antipolis, qui apparaît désormais dans le document, fait partie des espaces à fort potentiel pour le développement économique. Sa place au sein du document mérite d'être davantage renforcée. L'accessibilité de la technopole doit être traitée. Le Département des Alpes-Maritimes et la CASA réalisent actuellement une étude d'accessibilité sur la technopole. Néanmoins, aucun itinéraire routier d'intérêt régional n'y a été identifié dans le cadre du SRADDET ;
- En ce qui concerne le tourisme, le document oublie de mentionner des éléments importants présents sur le territoire, notamment la station de ski de Gréolières-les-Neiges, le théâtre Anthéa et le Port Vauban à Antibes et le site remarquable des plateaux de Calern et Caussols ;
- La CASA partage l'intérêt de préserver des espaces à potentialité agricole. Toutefois, la carte du rapport ne met pas assez en avant cette ambition importante devant être traduite et mise en œuvre dans les documents de planification inférieurs ;

- L'accélération de la transition énergétique est l'un des objectifs majeurs portés par la Région qui propose d'utiliser le potentiel en énergie fatale dans les nouvelles zones d'activités. Cette réflexion intéressante doit être menée à l'ensemble des projets d'aménagement quels qu'ils soient ;
- Plusieurs règles sont liées de près ou de loin à la gestion des eaux pluviales et ont fait l'objet d'ajustements. Néanmoins, des compléments, suggérés lors des précédentes saisines, méritent d'être apportés :
 - La règle LD1 Obj10c « éviter et réduire l'imperméabilisation des sols en adaptant les pratiques en matière d'urbanisation » intègre la règle qui visait précédemment les zones d'expansion de crue. L'exemple de modalités de mise en œuvre suivant peut être complété comme suit : *« Encourager la mise en place de systèmes de récupération naturelle de l'eau, allant des bassins collecteurs ou zones d'expansions de crues à des plus petits aménagements de type citernes destinées à compenser les imperméabilisations nouvelles et/ou à récupérer les eaux de pluie en vue de leur utilisation pour l'arrosage des jardins »*.
D'autres modalités de mise en œuvre méritent leur place dans cette règle :
 - Démolir les surfaces imperméabilisées inutiles (friches, etc)
 - Protéger les restanques traditionnelles qui participent efficacement à la rétention et à l'infiltration des eaux de pluie ;
 - Créer des bandes inconstructibles de part et d'autre des axes d'écoulement naturels, vallons et cours d'eau ;
 - Identifier dans les documents d'urbanisme et acquérir les zones naturelles inondables (zones d'expansion de crue) pour leur protection ;
 - Lutter contre la « cabanisation » des zones inondables et les constructions illégales ;
 - La règle LD1 Obj14a, intitulée « Identifier et sécuriser les secteurs vulnérables des ressources stratégiques ou zones potentielles pour la recharge qualitative des nappes phréatiques », peut également ajouter les modalités de mise en œuvre suivantes :
 - Favoriser la rétention et l'infiltration des eaux pluviales ;
 - Limiter l'imperméabilisation des sols.
 - La nouvelle règle n°LD2 Obj37, qui favorise la nature en ville, permet de minimiser le ruissellement pluvial. Afin de mettre en œuvre cette intention, les modalités de mise en œuvre peuvent être complétées avec :
 - La gestion des eaux pluviales mettant en œuvre des jardins de pluie, techniques alternatives, noues paysagères etc... ;
 - La restauration et protection des ripisylves, mise en place de bandes inconstructibles et sans clôture, en bordure d'axes hydrauliques naturels, vallons cours d'eau ;
 - D'une manière assez générale, il semble opportun de rappeler le rôle important des communes notamment via leur PLU, qui méritent ainsi d'être citées dans plusieurs règles comme publics cibles.

Vu la loi portant sur la Nouvelle Organisation Territoriale de la République du 7 août 2015,

Vu le décret n°2016-1071 du 3 août 2016 relatif au schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires,

Vu la délibération de lancement du SRADDET en assemblée plénière du 03 novembre 2016,

Vu le débat sur les objectifs du schéma avant son élaboration en assemblée plénière le 16 décembre 2016,

Vu le lancement de l'élaboration du Schéma lors du Comité partenarial du 10 janvier 2017,

Vu la délibération de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis n°CC.2017.118 du 09 octobre 2017, donnant un avis sur les objectifs généraux de la stratégie régionale du SRADDET,

Vu le projet de rapport version 4 dont les principaux éléments ont été présentés lors du comité partenarial du 30 mai 2018,

Vu la délibération de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis n°CC.2018.135 du 28 juin 2018, donnant un avis sur le projet de rapport et le fascicule des règles générales du SRADDET,

Vu la délibération n°18-652 prenant acte du bilan de la concertation relative à l'élaboration du projet de SRADDET et arrêtant le projet de schéma régional en assemblée plénière du 18 octobre 2018,

Vu le projet de SRADDET transmis et réceptionné par courrier le 14 novembre 2018,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- d'émettre un avis défavorable sur le projet de SRADDET de la Région Sud Provence Alpes Côte d'Azur, les observations précédemment relevées n'ayant pas été prises en compte.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, EMET un avis défavorable sur le projet de SRADDET de la Région Sud Provence Alpes Côte d'Azur, les observations précédemment relevées n'ayant pas été prises en compte.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 11 février 2019
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 11/02/2019
Numéro : CC_2019_007
Nature : DE - Deliberations
Objet : Schéma Régional d'Aménagement de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET) - Avis sur le projet arrêté
Matière : 8.4 - Aménagement du territoire
Interlocuteur
Nom : LE GRATIET Véronique

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : 66NVnIP

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 21/02/2019
Identifiant : 006-240600585-20190211-CC_2019_007-DE

Acte reçu

Date : 11/02/2019
Numéro interne : CC_2019_007
Code nature : 1
Code matière 1 : 8
Code matière 2 : 4
Objet : Schéma Régional d'Aménagement de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET) - Avis sur le projet arrêté
Classification utilisée : 28/11/2018
Document : 99_DE-006-240600585-20190211-CC_2019_007-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 0

N